



Communiqué de Presse

29 octobre 2009

Alerte sur le crédit de trésorerie : Le Cerf en appelle au gouvernement

Baisse des encours de crédit de trésorerie de 14% sur un an. Les derniers chiffres publiés par la Banque de France confirment les alertes lancées par le Cerf dès le printemps 2008 et réitérées à la rentrée (1). En revanche, côté crédits en investissement, les encours restent en hausse de 4,7% en septembre même s'ils connaissent un ralentissement ces derniers mois, comme le prévoyait le Cerf. Au total, cela représente 100 milliards d'euros en moins pour les entreprises. Résultat, Coface annonce près de 66 000 défaillances au cours des douze derniers mois - soit une hausse de 24% - un record depuis que l'on mesure les défaillances en France.

Le Cerf avait ainsi souligné que les banques ne répondent pas aux besoins des entreprises en misant d'un côté sur l'investissement pour les entreprises qui ont déjà de l'argent, et de l'autre en supprimant les facilités de caisse à celles qui en manquent cruellement. Dire que les banques ne prêtent qu'aux riches n'a jamais été aussi vrai. Les Créateurs avaient en particulier critiqué en septembre BNP Paribas qui a débloqué 5 milliards d'euros en crédits à l'investissement pour 40 000 projets (2). Or aujourd'hui les entreprises ont une trésorerie exsangue qui ne leur permet même pas de financer l'activité quotidienne, ces TPE-PME ne peuvent se payer le luxe de penser à leur futur.

Le Cerf dénonce donc l'abondance de liquidités qui circulent mais qui n'irriguent toujours pas l'économie réelle. En effet, si les banques françaises peuvent une à une rembourser le prêt que leur a accordé l'Etat, c'est parce qu'elles ont à nouveau fait de super profits et qu'elles peuvent lever des fonds sur les marchés financiers. De plus, le montant des dépôts au jour le jour auprès de la BCE atteint des records : début juillet, cette somme s'élevait à 315,956 milliards d'euros, à comparer aux 100 milliards de crédits en moins distribués aux entreprises !

Bref, les banques préfèrent accumuler les liquidités plutôt que de se prêter et de prêter aux entreprises. Le Cerf en appelle donc une nouvelle fois au gouvernement pour qu'il oblige les banques à ramener les liquidités vers l'économie réelle (3), et pour qu'il poursuive son action pour alléger la pression sur la trésorerie des entreprises. Le Cerf demande en particulier à l'exécutif de tenir sa promesse de ne pas augmenter les prélèvements obligatoires. Faute de quoi, les nuages vont s'accumuler : croissance 2010 faible, défaillances d'entreprises et chômage en hausse continue, baisse des recettes fiscales et sociales, déficits publics et dette abyssaux...

(1) Communiqué du 18 août 2008 - les banquiers doivent être mis en liberté surveillée
<http://www.lescreateurs.org/090818-reunion-banquiers-elysee.pdf>

(2) Communiqué du 17 septembre 2009 - BNP Paribas, la banque qui se moque du monde
<http://www.lescreateurs.org/090917-offre-credit-bnp.pdf>

(3) Les propositions du Cerf
<http://www.lescreateurs.org/propositions-cerf-banques-tresorerie.pdf>

**Si vous êtes d'accord avec nos positions, transmettez nos communiqués à vos élus -
maires, députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux**

**Si vous voulez soutenir les actions du Cerf, adhérez !
Cotisation 30 € à l'ordre du Cerf.**

Pour se désinscrire, envoyez un fax au : 04 34 09 05 19

Créateurs d'emplois et de richesse de France (Cerf)

1ère plateforme de représentation des Très Petites Entreprises.

Association loi 1901 - 24, avenue Gabriel - 75008 Paris - Tel : 09 51 74 23 73 - www.lescreateurs.org